



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général aux
affaires départementales**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N° 52-2024-08.0012 DU 23 AOUT 2024

portant modification de l'arrêté préfectoral n°2098 du 20 juillet 2007 autorisant
la société PLASTIC OMNIUM SYSTEMES URBAINS à exploiter
une usine de production de contenants en plastique pour la collecte des déchets
pour son site de LANGRES

La Préfète de la Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement - livres V des parties législative et réglementaire - et notamment l'article R. 181-46 ;

VU la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n°2098 du 20 juillet 2007 autorisant la société PLASTIC OMNIUM Systèmes Urbains à exploiter une usine de production de contenants en plastique pour la collecte des déchets à LANGRES ;

VU le récépissé de transfert d'exploitant du 07 juin 2019 accordant le bénéfice de l'autorisation d'exploiter susvisée à la société SULO FRANCE ;

VU le dossier de porter-à-connaissance informant de l'ajout de bâtiments et d'installations ainsi que la modification du périmètre d'exploitation du site exploité par la société SULO FRANCE sur le territoire de la commune de LANGRES ;

VU le rapport et les propositions en date du 05 juillet 2024 de l'inspection des installations classées de la DREAL établis comme suite à une visite le 29 mai 2024 de ce site ;

VU l'absence de remarques sur ce projet d'arrêté préfectoral confirmée par la société SULO FRANCE le 22 juillet 2024 ;

CONSIDÉRANT que la société SULO FRANCE est autorisée à exploiter une usine de production de contenants en plastique pour la collecte des déchets à LANGRES ;

CONSIDÉRANT que la société SULO FRANCE sollicite l'enregistrement pour le stockage de matières recyclées dans le process de fabrication et la régularisation d'une augmentation du volume de stockage de produits finis pour son site de LANGRES ;

CONSIDÉRANT que ces modifications ne sont pas de nature à générer des impacts et dangers supplémentaires sur l'environnement, mais que ces modifications et les éventuelles mesures de sécurité associées (règles de stockage, séparations) nécessitent l'actualisation de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2007 susvisé ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE :

Article 1 : Exploitant titulaire de l'autorisation

La société SULO FRANCE , dont le siège social est situé 3 rue Garibaldi – 69800 SAINT-PRIEST, est autorisée, sous réserve de respecter les dispositions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation du site de production de contenants en plastique pour la collecte des déchets, situé en zone industrielle Les Franchises à LANGRES (52200).

Article 2 : Conformité aux documents déposés par l'exploitant

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, en particulier ceux contenus dans le porter-à-connaissance susvisé.

Article 3 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2098 du 20 juillet 2007 susvisé sont supprimés et remplacées par les dispositions suivantes :

nature des activités	rubrique	régime	volume de l'activité
Transformation de polymères (matières plastiques) par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (injection, moulage,...), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 70 tonnes par jour.	2661.1a	A	Capacité maximale de transformation (presses à injecter) : 110 tonnes par jour
Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) et n'étant pas à l'état alvéolaire ou expansé, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 10000 m ³	2663.2a	E	Stockage de produits finis ou semi-finis représentant un volume maximal de 21 083 m ³ , répartis en zones à l'intérieur ou à l'extérieur - zone 1 (plateforme chargement) : 965 m ³ - zone 3 (stockage extérieur) : 12 786 m ³ - zone 5 (stockage extérieur) : 5 182 m ³ - zone 6 (stockage extérieur) : 2 150 m ³
Installation de transit, regroupement, tri, ou de préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de plastiques, (...) , le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³ .	2714.1	E	Transit de matières plastiques recyclées provenant d'installations extérieures, en vue d'une réutilisation. Le volume susceptible d'être présent est de 1 218 m ³ (358 m ³ en silos intérieurs et 860 m ³ en big-bags)
Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle , la puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW.	2921.a	E	4 tours aéroréfrigérantes alimentées par un même circuit, représentant une puissance thermique évacuée de 5850 Kw

Emploi de gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014, dans des équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.	1185.2a	DC	Quantité de fluides frigorigènes susceptible d'être présente : 566 kg - sècheur d'air (3,2Kg de R404a), - chambre froide (3 Kg de R404a) - groupe froid Carrier (242 Kg de R134a) - groupe froid Daikin (315 Kg de R134a) - climatisation (2,8 Kg de R410a)
Transformation de polymères (matières plastiques) par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, broyage,...), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 2 tonnes par jour mais inférieure à 20 tonnes par jour.	2661.2b	D	Capacité maximale de broyage de plastiques : 16 tonnes par jour
Stockage de polymères (matières plastiques) en tant que matières premières, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³ .	2662.2	D	Stockage de matières premières (granulés) en silos extérieurs : 970 m ³

A : Autorisation - E : Enregistrement - D : Déclaration
(DC : avec contrôle périodique, sans objet dans le cas d'un site soumis à autorisation)

CLASSEMENT SEVESO

L'établissement n'est pas visé par les dispositions de la directive n°2012/18/UE du 4 juillet 2012 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, dite « SEVESO 3 ».

INSTALLATIONS I.E.D.

Les activités exercées ne relèvent pas du champ de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite « directive IED ».

Article 4 : Situation de l'établissement et des installations autorisées :

Les dispositions de l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 2098 du 20 juillet 2007 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 1.2.2.1 – Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les parcelles suivantes :

Commune	Section	Parcelles	Surface	Nature des terrains
LANGRES	AM	47 – 80 – 125 – 127 – 128 – 130 – 132 – 134 – 206 – 208 – 209	superficie totale : 71 904 m ²	Zone industrielle

Article 1.2.2.2 – Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et des installations connexes, est organisé de la façon suivante :

1°) Un bâtiment principal de 20 000 m² regroupant :

- la production : presses d'injection, centrale matière, local broyage, maintenance, bureaux, zones de stockage de matières recyclées (en big-bags et en silos souples)
- des locaux techniques
- des aires de circulation spécifiques pour les piétons et pour les engins techniques (chariots,...)
- une zone de stockage de pièces et outillages divers

2°) A l'extérieur, des silos pour le stockage de granulés plastiques (matière première)

3°) Une zone de stockage à l'extérieur, sur une zone en enrobé près de la route reliant Langres à Vesoul (ancienne N19), pour le stockage des produits finis en attente d'expédition.

Au sein de cette zone, est implantée une plate-forme de chargement des produits finis, implantée au sein de parc de stockage des produits finis. D'une surface de 1 250 m², elle est composée de 5 quais de transbordement.

4°) Une zone de stockage d'accessoires, sous tente

5°) Des locaux sociaux (vestiaires, infirmerie, salle de repos,...) »

Article 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Les dispositions de l'article Article 7.7.4.1. (Système d'extinction automatique – réseau de sprinklage) de l'arrêté préfectoral n°2098 du 20 juillet 2007 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les bâtiments d'exploitation (ateliers de production) disposent d'un réseau d'eau d'incendie de type sprinkler, protégé contre le gel et comportant des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture lors d'un sinistre par exemple, puisse être isolée. S'agissant d'une installation d'extinction automatique à eau, l'exploitant veillera à son maintien en état de fonctionnement conformément aux règles applicables à ce type d'installation (règles R1 de l'APSAD notamment).

La ressource minimale en eau d'extinction d'incendie à assurer en toutes circonstances représente un volume de 1 000 m³+ une cuve de 50 m³ complémentaire, permettant un débit minimal de 500 m³/h pendant 2 heures. »

Les dispositions de l'article Article 7.7.4.2. (Autres ressources en eau) de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2098 du 20 juillet 2007 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets. Ces extincteurs doivent être judicieusement signalés et rapidement accessibles en toute circonstance, et respecter les deux conditions suivantes :
 - avoir une présence d'extincteurs portatifs de 6 litres à eau pulvérisée, à raison d'un appareil pour 200 m² de superficie au sol à protéger,
 - disposer les extincteurs de manière à ce que la distance maximale à parcourir pour en atteindre un n'excède pas 20 mètres.

Par ailleurs, sur la base des besoins en eaux d'extinction du site calculés à 600 m³/h pendant 2 heures, l'exploitant s'assure de disposer en tout temps :

- une défense extérieure contre l'incendie assurée au moyen de poteaux d'incendie délivrant un débit simultané, à minima, de 420 m³/heure,
- d'une réserve d'eau supplémentaire de 360 m³ dont l'emplacement sera validé par le SDIS. »

Article 6 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Les dispositions de l'article 3.2.2 (caractéristiques des rejets a l'atmosphère) de l'arrêté préfectoral n°2098 du 20 juillet 2007 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'établissement comporte 17 presses à injecter, de capacités différentes. Chaque nouvelle presse installée est équipée de systèmes d'évacuation des gaz à l'atmosphère. Les principaux points de rejet sont repris dans le tableau suivant :

Point de rejet	Installations	Débit d'extraction (approximatif)	Vitesse d'éjection minimale à respecter
1	Presse n°82 (2500 tonnes)	740 Nm ³ /h	8 m/s
2	Presse n°84 (3500 tonnes)	800 Nm ³ /h	5 m/s
3	Presses n°91-92	600 Nm ³ /h	5 m/s
4	Presses n°80-88	350 Nm ³ /h	5 m/s
5	Presse n°85	1 230 Nm ³ /h	5 m/s
6	Presses n°86-89	350 Nm ³ /h	5 m/s
7	Presse n°87	350 Nm ³ /h	5 m/s

Les installations de broyage provoquent l'émission de poussières, traitées dans un cyclone suivi par une captation des fines particules via un filtre à manches. Ces rejets ne sont pas réglementés car ils relèvent de l'hygiène du travail (rejet en atelier). »

Les dispositions de l'article 3.2.4 (Émissions en polluants dans les rejets à l'atmosphère) de l'arrêté préfectoral n°2098 du 20 juillet 2007 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, ainsi qu'en flux maximal de polluant, fixés dans le tableau suivant ; les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les mesures s'effectuent selon les méthodes de référence homologuées (normes) en vigueur.

	Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Flux maximum autorisé
	COV non méthaniques exprimés en équivalent Carbone	COV non méthaniques exprimés en équivalent Carbone
Conduit n° 1	110 mg/Nm ³	82 g/h
Conduit n° 2	110 mg/Nm ³	90 g/h
Conduit n° 3	110 mg/Nm ³	68 g/h
Conduit n° 4	110 mg/Nm ³	40 g/h
Conduit n° 5	110 mg/Nm ³	135 g/h
Conduit n° 6	110 mg/Nm ³	40 g/h
Conduit n° 7	110 mg/Nm ³	40 g/h

Les dispositions de l'article 9.2.2 (Mesures périodiques des émissions à l'atmosphère) de l'arrêté préfectoral n°2098 du 20 juillet 2007 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitant doit faire effectuer tous les trois ans par un organisme agréé par le ministère de l'Environnement une mesure du débit rejeté et des teneurs en C.O.V. dans les gaz rejetés à l'atmosphère :

- pour le point de rejets n°3 correspondant aux presses n° 91-92, et selon les méthodes normalisées en vigueur.
- pour les autres point de rejet (80/88, 82, 85, 84, 86/89, 87), une mesure dans les mêmes conditions est attendue tous les 2 ans à tour de rôle.

Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

Article 7 :

Le reste de l'arrêté préfectoral n°2098 du 20 juillet 2007 ne change pas.

Article 8 : Voies de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement et de l'article R. 311-5 du Code de justice administrative, la présente décision peut être déférée devant la cour administrative d'appel de Nancy par voie postale à l'adresse suivante : 6 rue de Haut Bourgeois, 54000 NANCY ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire , dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Article 9 : Publication

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de LANGRES pour y être consultée par toute personne intéressée.

Le présent arrêté sera affiché en mairie de LANGRES pendant une durée minimale d'un mois.

Il sera publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 10 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne, le Sous-Préfet de LANGRES, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SULO FRANCE et dont une copie sera transmise au maire de LANGRES.

Fait à Chaumont, le 23 AOUT 2024

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire général de la Préfecture



Guillaume THIRARD

